

Distr.  
GÉNÉRALE

TIM/EFC/SEM.1/2004/R.12(Summary)  
19 juillet 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE  
POUR L'EUROPE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR  
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Comité du bois

Commission européenne des forêts



---

Atelier commun CEE/FAO sur l'exploitation illégale du bois  
et le commerce des produits forestiers qui en sont  
illégalement dérivés dans la région de la CEE

Genève (Suisse), 16-17 septembre 2004

## RAPPORT NATIONAL SUR LES ABATTAGES ILLÉGAUX

(Établi par le Ministère fédéral de la protection des consommateurs, de l'alimentation et  
de l'agriculture, politique forestière internationale, Allemagne)\*

### Résumé

En Allemagne, l'entretien et la gestion durable des forêts ne sont pas menacés par les abattages illégaux, qui n'atteignent pas des niveaux significatifs. Cela s'explique par une législation forestière très développée qui est appliquée efficacement par les pouvoirs publics. D'après les connaissances actuelles, moins de 5 % du bois exporté d'Allemagne et importé en Allemagne proviennent de sources illicites, mais il n'existe pas de données officielles. À l'exception de quelques cas isolés (par exemple, en rapport avec des produits certifiés à base de bois), aucun incident sérieux impliquant un trafic ou de fausses déclarations de grumes et de produits forestiers n'a été signalé. Les services des douanes allemandes mettent en œuvre une question du risque pour lutter contre les risques fiscaux (recouvrement des redevances,

---

\* *Remarque: en raison du délai très court prévu dont on disposait, il n'a pas été possible d'organiser une coordination des institutions officielles allemandes compétentes aux fins de l'élaboration du présent document. Le présent résumé est donc provisoire et doit être confirmé par les réponses définitives de l'Allemagne au questionnaire.*

par exemple). Les mesures destinées à lutter contre les risques non fiscaux dépendent des informations fournies par les autres administrations (protection de la flore ou protection des espèces menacées par exemple), et elles n'en sont qu'au stade initial.

Le Gouvernement allemand participe aux initiatives du partenariat entre l'Union européenne et le FLEGT. De plus, il a engagé une coopération bilatérale avec la Fédération de Russie dans ce domaine. Il a examiné les possibilités juridiques existantes permettant de combattre les abattages illégaux grâce aux mesures de lutte contre le blanchiment. Les résultats ont été encourageants, car diverses activités liées aux abattages illégaux représentent déjà des délits préalables au blanchiment. De plus, si un délit préalable commis à l'étranger y est punissable, il est également passible de poursuites en Allemagne. Le Gouvernement s'efforce actuellement de renforcer la coopération entre institutions nationales dans le but d'améliorer les mesures existantes et de sensibiliser les instances concernées telles que la police, les douanes, les banques et les personnes physiques (négociants en bois). Conjointement avec la présidence de l'Union européenne, il a prévu d'organiser un atelier d'experts européens consacré à cette question, qui doit avoir lieu dans le courant de cette année.

-----